



Humanitaire : les exigences grimpent

Quête de sens, volonté de « se rendre utile », difficulté à trouver un emploi... La solidarité internationale attire de plus en plus de jeunes diplômés.

Une formation de juriste, un DESS de droit européen, un master d'économie à l'ESCP-EAP et un autre en gestion de l'humanitaire... William Dufourcq affiche un CV long comme le bras. Depuis deux ans, il dirige le « pool urgence » d'Action contre la faim (ACF), qui regroupe cinq experts basés à Paris. Ce type de profil surdiplômé n'est pas rare aujourd'hui dans les ONG. Beaucoup de postulants ont un niveau bac + 5, voire + 7. « Les programmes étant de plus en plus complexes, les bailleurs de fonds de plus en plus exigeants, nous avons renforcé nos critères de sélection », confirme Olivier Benquet, responsable du recrutement chez ACF. Cela vaut pour les profils d'ingénieur, d'agronome, de logisticien ou responsable financier. Et pour les formations plus généralistes, du type Sciences po, mieux vaut avoir suivi un cursus spécialisé comme le master « Crises : intervention d'urgence et actions de développement » de Paris-I ou l'école lyonnaise Bioforce. « Nous recrutons aussi des BTS, mais avec trois à quatre ans d'expérience et un savoir-faire technique transférable au monde de la solidarité », ajoute Philippe Cafiero, DRH de la Croix-Rouge française.

En résumé, pour intégrer l'humanitaire, il ne suffit plus d'être motivé : « Il faut aussi être compétent », souligne Christophe Lallau, responsable des RH terrain chez



© BONSTAJUMA VIERIA

ACF reçoit près de 1 millier de candidatures chaque mois.

Solidarités internationales. Pour décrocher le fameux sésame, il faut passer une série d'entretiens et de tests. Après quoi, les candidats suivent une « préparation au départ », de trois à quinze jours, avec des mises en situation. « Même à ce stade, nous ne nous interdisons pas de nous désengager vis-à-vis d'un candidat si nous avons des doutes », remarque Marc Mossenta, DRH de Médecins sans frontières.

Expérience très formatrice

Les ONG ne manquent pas de candidatures. ACF en reçoit un millier chaque mois. La Croix-Rouge française, entre 2.000 et 3.000, pour tout au plus 200 recrutements par an. « Certes, la demande est très importante, mais les débouchés existent.

Notre activité est en croissance de 5 % chaque année. Nous avons besoin de recruter », souligne Philippe Cafiero. Cette attractivité n'est pas liée aux salaires : ils sont entre 30 et 40 % inférieurs au privé - pour des responsabilités plus importantes. A moins de trente ans, un humanitaire peut gérer un budget de plusieurs centaines de milliers d'euros et une quarantaine de personnes.

Mais surtout, il faut accepter une certaine précarité. Si au siège, les fonctions support (RH, informatique, contrôle de gestion...) sont souvent en CDI, l'expatrié sera au mieux en CDD s'il a de l'expérience (chef de mission, coordinateur, responsable administratif et financier...) et sinon « volontaire international », un passage obligé pour travailler dans l'humanitaire. Pour obtenir un CDD (entre 1.400 et 2.600 euros mensuels), les conditions varient en fonction des ONG : il faut avoir effectué au moins une mission (huit mois environ) chez Solidarités International, avoir travaillé un an chez MSF et avoir deux ans d'expérience sur le poste chez ACF. Au siège des ONG, la situation n'est guère plus favorable : les salaires y sont plutôt bas (autour de 2.800 euros brut) et les heures supplémentaires fréquentes.

A cette précarité des débuts s'ajoutent des conditions de travail difficiles. Lors des missions d'urgence, il n'est pas rare d'enchaîner quinze heures par jour, sept jours sur sept. Malgré tout, la solidarité internationale attire toujours autant. Car les métiers sont passionnants, l'expérience très formatrice. Surtout, elle a du sens. Pour nombre de jeunes diplômés, ce dernier point est primordial.

CAROLINE MONTAIGNE